

PARTICIPANTS

Conseil mondial

Maryati Abdullah, Asie Pacifique (MA)
Aroa de la Fuente, (AF) Liaison auprès du conseil d'administration/CM
Suneeta Kaimal, Global Reach (SK)
Dupleix Kuenzop, Comité de pilotage Afrique (DK)
Tur-Od Lkhagvajav, Eurasie (TL)
Jana Morgan, Amérique du Nord et Europe (JM)
Camilo Nhancale, Afrique anglophone (CN)
Ibrahima Sory Diallo, Afrique francophone (ID)
Simon Taylor, Global Reach (ST)

Conseil d'Administration

Alan Detheridge (AD) (trésorier)
Ali Idrissa (AI)
Julie McCarthy (JMC)
Carlo Merla (CM) (Président)
Marcela Rozo (MR)
Claire Spoons (CS)

Secrétariat

Elisa Peter, Directrice Exécutive (EP)
Caroline Macleod, Directrice des Finances et des Opérations (CJM)
Stéphanie Rochford, Directrice de la participation des membres (SR)
Asmara Klein, Coordinatrice des Initiatives mondiales et de l'Impact (AK)
Shahrukh Ahmed, Comptable (SA)

Excusés

Sihem Bouazza, Moyen-Orient et Afrique du Nord (Conseil Mondial)

Invités

Jenny Ross, consultante (JR)
Duncan Edwards, (nouveau) Directeur des Initiatives Mondiales et de l'impact, Secrétariat (DE)

Observateurs

Colleen King, NRG1 (CK)

1 INTRODUCTION

Les participants ont été accueillis à la réunion par le Président du Conseil Mondial et ont été invités à se présenter. Il a été noté avec regret que Sihem Bouazza, la représentante MENA au sein du Conseil Mondial, n'a pas pu être présente à cause de problèmes de visa.

JR, la consultante dirigeant le processus d'examen de la stratégie, a présenté un aperçu du processus de consultation et les conclusions jusqu'à ce jour, y compris les consultations en personne lors de la conférence Afrique de PCQVP (juillet 2017) et la réunion régionale de PCQVP Eurasie (septembre 2017). Elle a mis en avant les défis de la hiérarchisation entre des objectifs concurrents ainsi que des défis contextuels dans différentes régions. Le sondage auprès des membres a été rempli par 171 personnes venant de 49 pays. Il a été ouvert pendant deux mois et demi (de mi-juillet à fin septembre 2017) en cinq langues. Un tiers des réponses provenait de femmes. À noter :

- Bien que l'accès au financement soit précieux aux yeux des membres de PCQVP, ce n'est pas la raison principale de leur appartenance au réseau PCQVP.
- Les membres de PCQVP sont tout à fait en mesure d'énoncer les réalisations de leur coalition au niveau national, mais moins en mesure d'identifier les réalisations de PCQVP au niveau international, même si l'ITIE et les divulgations obligatoires ont toutes deux été mentionnées par certains répondants
- Les répondants perçoivent le réseau PCQVP comme étant en bonne santé, avec des forces allant de relations avec les communautés, de l'expertise dans les industries extractives (IE) jusqu'au partage des connaissances
- Les défis comprennent la façon d'opérer un changement (éventuellement comme un résultat à la fois des enjeux contextuels/environnementaux ainsi que la nécessité d'un renforcement des capacités de planification stratégique/en matière de plaidoyer)
- Les attentes des coalitions s'agissant du secrétariat incluent le fait d'élaborer des stratégies, de recueillir des fonds et de développer les capacités des membres

Il s'ensuit une discussion non seulement sur la difficulté pour les militants d'accéder aux données rendues disponibles et de les utiliser, mais aussi concernant le défi de communiquer la disponibilité des données résultant des divulgations obligatoires, notant qu'il y a des résistances à l'utilisation de données provenant de sources perçues comme étant en dehors du contexte local. Il a été noté que cette question porte sur la façon dont les différentes coalitions PCQVP mènent campagne et l'importance de la participation des coalitions dans les pays du sud dans les campagnes qui sont axées sur ou menées par les coalitions dans les pays du nord. Lorsqu'une ambition pour le changement est définie au niveau mondial, il est important de comprendre que les réalisations seront fortement dépendantes du contexte au niveau national.

Les défis suivants devant être relevés dans le processus de planification stratégique ont été identifiés :

- La nécessité de classer certaines questions et approches par rapport à d'autres

- Les plans stratégiques mondiaux par rapport à ceux au niveau régional
- Le changement au niveau national par rapport à la progression des normes mondiales
- Comment se produit le changement ? Où ? De la périphérie vers le centre ou l'inverse ?
- Quels partenaires/modèles de partenariat sont requis pour faire progresser l'ordre du jour en matière de transparence/redevabilité et opérer un impact à l'échelle ?
- Quels systèmes et structures de gouvernance sont les meilleurs pour soutenir des coalitions efficaces ?
- À qui incombe la responsabilité de refléter les besoins et la voix des communautés ?
- Quelle est la valeur ajoutée pour les membres d'appartenir à PCQVP et d'agir collectivement ?
- Quelle est la prochaine étape de PCQVP au niveau national et international ?

Les réponses des participants ont été regroupées dans les catégories suivantes :

- Répercussions/changement que nous voulons voir - quoi et où ?
- Défis et opportunités dans l'établissement de liens entre niveaux et contextes (global au local)
- Données - que la demande ait été mal jugée ou non, quelles données sont stratégiques, et comment peuvent-elles être le mieux utilisées
- Le renforcement des capacités et le partage des connaissances/informations
- Le financement et la force des coalitions nationales

2 THEORIE DU CHANGEMENT

Un schéma a été présenté sur la théorie du changement et les hypothèses qui ont guidé jusqu'à présent le travail de PCQVP sur la transparence et la redevabilité, suivi par une discussion sur la façon dont la transparence contribue à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles et le rôle joué par la société civile pour opérer les changements que nous voulons voir. Nous avons besoin d'identifier ce qui transformera les hypothèses, les déséquilibres de pouvoir et les incitations afin d'être stratégiques quant au soutien fourni par le secrétariat. Au-delà du rôle du secrétariat consistant à assurer le renforcement des capacités, partager des informations, collecter des fonds, etc., une discussion est nécessaire sur la façon dont le secrétariat peut contribuer à l'analyse et à l'élaboration de mesures incitatives, tout en soutenant des stratégies politiques efficaces au niveau national.

Travaux de groupe

On a demandé aux participants de répondre aux questions suivantes en petits groupes :

- Quel est l'impact (par ex. le changement) dans le monde que nous voulons constater en 2025 ?
- Comment pouvons-nous collectivement réaliser ce changement ?
- Quel est le rôle du secrétariat ?

Établissement de notre intention : quel impact en 2025 ?

Questions :

- Tous les contrats et les processus de passation des marchés sont accessibles librement

- Pas de sociétés-écrans (propriété réelle)
- Rapports d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux mis à la disposition du public
- Les financements (multi/bilatéraux et privés) pour les projets des IE dépendent de la bonne gouvernance
- Divulgence des risques financiers et fiduciaire liée au climat (délaissement d'actifs)

Comment :

- La participation : des mécanismes officiels et des espaces pour que les citoyens participent à la gouvernance des ressources naturelles et des gouvernements réactifs/Les citoyens sont bien informés et capables de s'exprimer librement (espace civique)
- Des coalitions PCQVP solides et résistantes, avec des stratégies de plaidoyer sophistiquées
- Changement de la culture organisationnelle/d'incitations pour que de nouvelles normes d'affaires soient établies
- La justice fiscale
- Gestion transparente des revenus et meilleure répartition des recettes (budgets)
- Les communautés locales participent pleinement et librement dans les processus de prise de décision sur les projets les concernant/consentement libre, préalable et éclairé/Les communautés locales bénéficient de l'exploitation des ressources naturelles
- Gains consolidés
- Pleine internalisation des externalités pour le secteur des IE - divulgation des coûts externes
- Cohérence/uniformité des politiques (par ex. cohérence (p. ex. dans les prêts des institutions financières internationales/bonne gouvernance/corruption)

Domaines d'impact : critères de sélection

1. Tirent-ils parti des forces de PCQVP ?
2. Est-ce qu'il existe un potentiel de progrès d'ici 2025 (possibilités stratégiques) ?
3. Existe-t-il une pertinence transnationale (entre les pays) ?
4. Y a-t-il des mécanismes/espaces transnationaux d'engagement et de dialogue ?

3 DISCUSSION SUR LES PROPOSITIONS DE DOMAINES D'INTERET

La transparence est un point de levier plutôt qu'une fin en soi. PCQVP peut fournir une orientation, un recadrage et un engagement des membres. L'ordre du jour en matière de participation est un principe fondamental. Bien que la reddition des comptes se produise au niveau national, le rôle de la campagne internationale pourrait être de recentrer le récit sur les aspects politiques de la transparence. Définir plus efficacement l'impact auquel nous nous attendons dans le domaine de la transparence est déjà un grand pas en avant, ce qui nous permettra de mieux surveiller le changement auquel nous contribuons. L'accent sur la participation ne doit pas être mis au détriment d'un accent placé sur la création d'une demande de données. Les citoyens ont besoin de l'espace civique afin d'être en mesure d'utiliser les informations, ainsi que de coalitions et de stratégies de plaidoyer solides.

4 ÉTAPES SUIVANTES

Les prochaines étapes proposées sont d'élaborer **une série de mini-stratégies** (y compris l'accent, la possibilité, l'impact attendu, les partenariats, le rôle du secrétariat, la probabilité de succès/progrès tangibles en 2025). Ces documents seraient distribués aux coalitions nationales afin qu'elles les examinent, les discutent, les améliorent et indiquent leur préférence. Il a été suggéré d'utiliser ce processus comme un exercice de renforcement des capacités pour les coalitions nationales. Une proposition a également été faite de commanditer quelques documents d'études audacieux afin d'informer l'élaboration de la stratégie. Le sous-comité en charge du processus de planification stratégique aidera à aller de l'avant dans les prochains mois en vue de présenter les conclusions à la prochaine réunion au printemps 2018. La consultation des membres aura lieu de janvier à mars et inclura des commentaires sur une **théorie du changement**, ainsi que les **domaines thématiques** et les responsabilités définies pour le **secrétariat**.

EP a clos la réunion, notant que c'est une conversation difficile d'où un démarrage précoce et un délai permettant de bien affiner la prochaine stratégie de PCQVP. EP a demandé aux autres membres du Conseil d'Administration et du CM de rejoindre le sous-comité en charge de la planification stratégique, ou de recommander d'autres membres qui seraient en mesure de contribuer de manière constructive.